

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Fascisme de parti et fascisme de classe (Amédée Dunois). — Proletariat ouvrier et petite-bourgeoisie (Marx et Engels). — Le devoir socialiste et la guerre (Nicolas Lénine). — La décomposi-

tion du fascisme (Edmondo Peluso). — Déviations (H. Borel). — Au Conseil national du Parti communiste allemand (P. Franklin). — La production capitaliste et ses entraves (Lucien Revo).

Fascisme de Parti et Fascisme de Classe

PETITE cause, grand effet... Parce que trois hauts dignitaires — deux députés, un ancien et futur ministre — du Bloc des Gauches en formation, ont été aspergés de coaltar et de térébenthine par quelques malotrus d'Action française, on s'est mis, de tous côtés et même un tantinet chez nous, à crier au *fascisme français* ! Le fascisme est en effet à la mode, et tout le monde, ici, en parle d'abondance, sans se soucier toujours de la signification précise de ce vocable nouveau-né.

Y a-t-il un fascisme français ou n'y en a-t-il pas ?

Mais avant tout, qu'est-ce que le fascisme ?

Il apparaît de plus en plus comme une façon de *boulangisme* italien, mais un boulangisme qui a réussi, puisqu'il s'est emparé, presque sans coup férir, d'un pouvoir politique àprement convoité. Le fascisme est, à première vue, un parti nationaliste recruté dans toutes les classes de la population, par des chefs ambitieux et actifs, ayant fait presque tous leur éducation politique dans les partis les plus avancés et qui, éclairés — disent-ils — par les lumières de la guerre, ont troqué l'idéal révolutionnaire de leur jeunesse pour un idéal national. En fait, c'est tout autre chose. Le fascisme n'est pas un parti, c'est-à-dire une organisation politique de classe à l'image des partis ouvriers et des partis bourgeois ; c'est une *bande* à la manière des *bandes* du moyen âge qui, sous le commandement d'aventuriers sans scrupules, se livraient au pillage de villes et des campagnes ; c'est une bande qui, au lieu de compter quelques

centaines de *bandits*, en compte quelques centaines de mille. Les chefs fascistes — Mussolini en tête (1) — sont des coquins vulgaires, des sacrépants de la pire espèce, qui n'ont chassé du pouvoir les politiciens des vieux partis qu'afin de prendre leurs places et s'emparer de leurs prébendes. Pour former le parti fasciste, le développer, l'entretenir, il fallait de l'argent, beaucoup d'argent. Qu'à cela ne tienne ! Les fascistes ont frappé à la caisse des grands industriels du nord, des grands propriétaires du centre et du midi, de tous les nouveaux riches de guerre et d'après-guerre qui pullulent en Italie. Ils ont frappé d'autorité, selon l'usage fasciste, qui n'admet pas la controverse ; et les caisses sollicitées se sont ouvertes. Toutes les classes nanties de l'autre versant des Alpes vivaient, à cette époque, dans la peur du prolétariat maximaliste et communiste ; elles tremblaient à l'idée de la révolution imminente. Mussolini, qui n'est pas, lui, un dilettante de l'action à la d'Annunzio, et chez qui la sûreté du coup d'œil s'allie à la solidité de l'estomac, se présenta à cette bourgeoisie aplatie, comme le sauveur... inattendu. Cet individu et cette classe, lui méprisant, elle terrifiée, étaient faits, au demeurant, pour s'entendre. Pacte aussitôt conclu. Les bourgeois ouvrirent tout grands leurs coffres-forts. Et c'est ainsi que Mussolini, chef de bande stipendié, a pu escalader le Capitole — en

(1) Ce Mussolini, ancien socialiste révolutionnaire de gauche, dirigeait en 1914 l'*Avanti*. Il le quitta en septembre 1914 pour fonder le *Popolo d'Italia*, après avoir reçu des mains d'un agent français (Charles Dumas, chef du pseudo-cabinet de ce pauvre Jules Guesde) 15,000 francs à titre de première mise de fonds. Telle est l'origine exacte du fascisme !

attendant qu'il en redescende... par le chemin rapide de la roche Tarpéienne !

Et tout cela, répétons-le, ressemble étrangement à notre boulangisme. Toutefois, le boulangisme n'avait pas osé, lui, pousser jusqu'au bout l'aventure. Et puis, les temps sont changés. Et puis, l'homme à la chemise noire est un type autrement musclé que l'homme au cheval noir ; il appartient aux races de proie dont sont sortis les condottières et les tyrans de tous les temps.

Le fascisme n'aurait rien été s'il ne se fût porté, à l'instant décisif, au secours de la bourgeoisie menacée par la révolution. Son rôle historique aura été, en liant son destin à celui de cette classe défaillante, de prolonger de cinq ou de dix ans, la domination bourgeoise en Italie. Pour arriver à ses fins, tous les moyens lui ont été bons : assassinat des militants ouvriers, pillage des coopératives, incendie des Maisons du Peuple et des journaux révolutionnaires. C'est par le fer et par le feu que la dictature fasciste s'est imposée à l'Italie. Pour combien de temps ? C'est évidemment une autre question.

Entre les bandes fascistes qui s'attaquaient systématiquement, et pour cause, à la classe ouvrière et nos camelots du Roy qui ne s'en sont pris jusqu'ici qu'à quelques chefs politiques de la petite bourgeoisie radicale, la comparaison serait difficilement soutenable. Il n'y a pas fascisme là où il n'y a pas, pour le compte du capital, d'organisation de combat dirigée contre le prolétariat. Gardons aux mots non moins qu'aux choses leur véritable caractère. Les camelots du Roy ne sont, à ce jour, qu'une bande de gamins épris de turbulence et de tapage et qui se grisent de leur propre gaminerie. Leur suffisance comique, leurs ridicules attentats n'appellent guère que la râclée qui leur viendra d'ailleurs en temps voulu, mais pas de ceux, j'ai quelque raison de le croire, que visent leurs exploits d'aujourd'hui.

Il n'y a pas, du moins de ce côté-là, ombre d'un fascisme français. Il y a que la grande querelle du Bloc national et du Bloc des gauches, de la réaction militariste et clérical et du radicalisme : il y a les élections de 1924...

Est-ce à dire, cependant, qu'il n'y aura jamais de fascisme français et que notre prolétariat révolutionnaire soit à l'abri, pour l'avenir, de toute entreprise fasciste ?

Autant je crois peu à un fascisme actuel, autant je suis convaincu à la possibilité, dans un avenir plus proche peut-être qu'on ne pense, du véritable fascisme, du fascisme dirigé non plus contre le Bloc des gauches, mais contre le prolétariat lui-même ; autant je crois que le prolétariat doit surveiller, dès aujourd'hui,

d'aujourd'hui, les points où pourrait s'opérer le rassemblement fasciste de demain.

Entre l'Action Française, les Unions et Ligues civiques, les Chefs de section et les grandes Associations patronales — Comité des Forges, Comité des Houillères, Comité des Armateurs, Comité de la Laine, de la Soie ou du Coton, Union des Intérêts Economiques — la jonction n'est pas faite encore ; elle ne semble pas même devoir se faire immédiatement. Le jour où elle le sera — et certain réacteur de principe, comme M. Georges Valois y travaillent assidument — le danger fasciste ne sera plus un mythe, mais une réalité qu'on touchera du doigt.

Pour que cette jonction se fit, il faudrait que la décomposition politique et sociale qui suivra fatalement l'échec de Poincaré dans la Ruhr et l'avènement du Bloc des Gauches, fût beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est actuellement. C'est quand Herriot, Painlevé et Léon Blum seront au pouvoir, que le grand capital, ne se sentant plus en sûreté, favorisera en France un fascisme de classe, un fascisme anticommuniste, en un mot antiouvrier.

C'était jadis, c'était naguère encore autour de l'Eglise romaine et de la haute armée que se concentraient, aux heures de crise, les forces de conservation et d'autorité. Ce sera, dans l'avenir, n'en doutons pas, autour des grandes puissances capitalistes, lesquelles, mieux que le cléricalisme et le militarisme, figurent, dans toute sa brutalité, la dictature de la bourgeoisie.

Et c'est pourquoi, dans tous les pays capitalistes, la « Réaction » prendra désormais la forme du fascisme. La réaction n'a plus, dans le crédit de l'Eglise ni dans la force de l'armée, qu'une confiance limitée. Elle n'a plus foi que dans des milices mercenaires entretenues, armées par elle, recrutées et commandées par de condottières à sa solde, Mussolini à Rome, Hitler à Munich... Un Mussolini ou un Hitler français peut surgir demain d'une situation intérieure et extérieure qui mettrait en danger l'exploitation capitaliste, le règne de la bourgeoisie en tant que classe. Cette possibilité nous dicte nos devoirs. En attendant d'être attaqués par les bandes stipendiées du « fascisme français », développons de toutes nos forces l'organisation politique et économique des travailleurs. Contre un prolétariat solidement organisé, contre des formations de résistance inébranlables, et aussi, disons-le, contre une avant-garde communiste prompt à la riposte et préparée à l'offensive, le fascisme français peut venir : Il s'y brisera, pour commencer, les dents, en attendant, pour finir, que nous lui rompions les os.

Amédée DUNOIS.

Prolétariat ouvrier et petite-bourgeoisie

Une adresse du Comité Central
de la Ligue des Communistes (1850)

Karl Marx et le « Bloc des Gauches »

Au moment où le Bloc des Gauches multiplie ses efforts pour entraîner derrière son char la classe ouvrière française, il était intéressant de faire connaître à celle-ci l'opinion que Marx et Engels exprimaient, dès 1850, sur cette mirifique opération politique. Les pages qui suivent contiennent la traduction — jusqu'aujourd'hui inédite en français — d'une circulaire adressée, au mois de mars 1850, par le Comité central de la célèbre Ligue des Communistes aux sections de cette ligue, et entièrement rédigée par Marx et par Engels.

Saisie par la police allemande au cours de perquisitions organisées chez les communistes impliqués dans le procès des communistes de Pologne, cette circulaire fut publiée trois et quatre ans plus tard (1853-1854), en même temps que toute une série d'autres documents dans le livre de Wermuth et Stieber (celui-ci chef de la police prussienne et celui-là de la police du Hanovre), sous le titre : Les Conspirations communistes au XIX^e siècle. Frédéric Engels la réimprima dans la 3^e édition des « Révélation sur le procès des communistes de Cologne », de K. Marx (Zurich, 1885). Elle figure dans les éditions successives qui ont été faites de ce petit livre depuis lors (Leipzig, 1894 ; Berlin, 1914). Mais elle a été omise, on ne sait trop pourquoi, dans la traduction française que fit Léon Remy des Révélation (Paris, 1901). Nous en avons donné quelques extraits dans le Bulletin Communiste du 15 mars dernier, sous le titre : Une page inédite de Marx. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'en donner la première traduction complète.

Après avoir lu les extraits publiés par le Bulletin Communiste, un de nos amis nous disait : « Si je ne savais pas que cette page a été réellement écrite, je la croirais apocryphe, tant elle contient de prédictions extraordinaires ». En effet, seule l'expérience fournie par les Révolutions européennes de 1848-49 pouvait permettre de porter sur les événements — qui devaient se réaliser 68 ans plus tard en Russie — une prophétie d'une exactitude aussi stupéfiante. L'appréciation du rôle de la petite bourgeoisie « démocratique » vis-à-vis du prolétariat n'en a que plus de force. C'est pourquoi nous en recommandons vivement la lecture à tous

ceux qui pourraient être séduits par l'idée d'une alliance — même momentanée — avec la bourgeoisie de gauche, sous le prétexte de lutter contre le fascisme social et la réaction politique (1). — Marcel OLLIVIER.

Frères ! Au cours des deux années de Révolution 1848 et 1849, la Ligue a fait doublement ses preuves : premièrement, par la participation active de tous ses membres au mouvement révolutionnaire, au premier rang du prolétariat, seule classe aujourd'hui révolutionnaire, tant dans la presse que sur les barricades et les champs de bataille. Deuxièmement, par le fait que sa conception du mouvement, telle qu'elle est contenue dans les circulaires des Congrès et du Comité central de 1847, ainsi que dans le Manifeste communiste, s'est révélée comme étant la seule juste, que les prévisions contenues dans ces documents se sont complètement réalisées et que la conception de l'état social actuel, propagée jusque-là en secret par la Ligue, est aujourd'hui répandue dans tous

(1) L'adresse dont notre ami Marcel Ollivier nous donne la traduction complète est, en effet, un document considérable et que les marxistes français, groupés autour du Bulletin Communiste, ne manqueront pas d'apprécier à sa juste valeur.

Nous n'en connaissions — en dehors des quelques pages que lui a consacrées Andler — que la mention qu'en avait faite Engels dans son introduction aux Révélation de Marx sur le Procès des Communistes de Cologne, introduction rédigée en 1885 et qui contient sur la vieille Ligue des Communistes une si riche documentation historique.

Citons ici le passage d'Engels, où il est question de l'adresse : « La Ligue fut donc réorganisée. On publia la circulaire (adresse) de mars 1850 et Heinrich Bauer fut envoyé (de Londres) en Allemagne en qualité d'émissaire. L'adresse, rédigée par Marx et par moi, présente, aujourd'hui encore, son intérêt. La démocratie petite-bourgeoise est encore actuellement le Parti qui, au prochain bouleversement, lequel ne peut tarder (le terme des révolutions européennes 1815, 1830, 1848-1852, 1870, comprend dans notre siècle de quinze à dix-huit années) prendra évidemment en Allemagne les rênes du pouvoir pour sauver la société des entreprises communistes : bien des choses que nous avons dites alors s'appliquent encore aujourd'hui. »

Quant à l'analyse d'Andler, elle se trouve dans son Introduction historique au Manifeste communiste (Paris, 1901, p. 50-54). L'analyse était bonne, mais le texte vaut mieux. — Am. D.

les pays et prêchée sur les places publiques. Mais, en même temps, l'ancienne organisation solide de la Ligue s'est considérablement relâchée. Une grande partie des membres de la Ligue participant directement au mouvement révolutionnaire ont cru passée définitivement l'époque des sociétés clandestines et considéré l'action publique toute seule comme suffisante. Les organisations locales relâchèrent leur liaison avec le Comité central et s'endormirent peu à peu. Pendant que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait peu à peu en Allemagne, le parti ouvrier perdit son seul soutien, ne subsista que dans un petit nombre de localités, pour des fins locales, et tomba ainsi complètement sous l'influence et la domination des démocrates petits-bourgeois. Il faut que cette situation prenne fin et que l'indépendance des ouvriers soit rétablie. Le Comité central l'a compris et a envoyé, dès l'hiver 1848-1849, un délégué, Joseph Moll, en Allemagne, pour y procéder à la réorganisation de la Ligue. Mais la mission de Moll est restée sans résultat, en partie parce que les ouvriers allemands n'avaient pas, à cette époque, une expérience suffisante, en partie parce qu'ils furent surpris par l'insurrection du mois de mai dernier. Moll lui-même prit le fusil, s'engagea dans l'armée badoise et tomba, le 19 juillet, au combat de Murg. La Ligue perdit en lui un de ses membres les plus anciens, les plus actifs et les plus sûrs, qui avait fait partie de tous les Congrès et de tous les Comités centraux, et rempli avec succès toute une série de missions délicates. Après la défaite des partis révolutionnaires en Allemagne et en France, en juillet 1849, presque tous les membres du Comité central se sont retrouvés à Londres, ont complété leurs rangs et procédé avec un nouveau zèle à la réorganisation de la Ligue.

La réorganisation ne peut se faire que par l'intermédiaire d'un délégué, et le Comité central attache une grande importance à l'envoi d'un délégué, précisément à l'heure où une nouvelle Révolution est imminente et où, par conséquent, le parti ouvrier doit agir avec le maximum de cohésion, d'homogénéité et d'indépendance, s'il ne veut pas être exploité de nouveau par la bourgeoisie et traîné à sa remorque, comme ce fut le cas en 1848.

Frères, dès 1848, nous prédisions que les bourgeois libéraux allemands arriveraient bientôt au pouvoir, et tourneraient immédiatement contre les ouvriers ce pouvoir nouvellement conquis. Vous avez vu comment cette prédiction s'est en tous points réalisée. Ce furent, en effet, les bourgeois qui, après le mouvement de mars 1848, s'emparèrent du pouvoir, qu'ils utilisèrent pour ramener les ouvriers, leurs alliés dans la lutte, à leur ancienne position. Mais la bourgeoisie ne pouvait le faire sans s'allier au parti féodal, vaincu en mars, sans lui remettre finalement le pouvoir, tout en se réservant des conditions qui, à la longue, grâce aux embarras financiers du gouvernement, lui assureraient le pouvoir véritable et sauvegarderaient tous ses intérêts, si toutefois le mouvement révolutionnaire pouvait entrer dans une phase pacifique. La bourgeoisie n'aurait même pas besoin, pour assurer sa domination, de se rendre impo-

pulaire par des mesures de violence contre le peuple, étant donné que toutes ces mesures seraient prises par la contre-révolution féodale.

Mais l'histoire ne prendra pas ce cours paisible. La Révolution, qui la précipitera, est, au contraire, imminente, qu'elle soit provoquée par un soulèvement du prolétariat français ou par l'attaque de la Sainte-Alliance contre le Babel révolutionnaire.

Le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont joué en 1848 vis-à-vis du peuple, ce rôle de traître, ce seront les démocrates petits-bourgeois qui le joueront dans la prochaine Révolution, eux qui occupent dans l'opposition la même position que les libéraux bourgeois occupaient avant 1848. Ce parti démocratique, bien plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral, comprend trois sortes d'éléments :

1° La fraction la plus avancée de la grande bourgeoisie, qui poursuit le renversement complet du féodalisme et de l'absolutisme. Cette fraction est représentée par les anciens Unionistes berlinois, les réfractaires de l'impôt ;

2° Les petits-bourgeois constitutionnels-démocrates, dont le but principal, au cours du précédent mouvement, était la constitution d'un Etat fédéral plus ou moins démocratique, tel qu'il fut défendu par ses représentants à la gauche de l'Assemblée de Francfort et, plus tard, au Parlement de Stuttgart, et par eux-mêmes, au cours de la campagne de la Constitution d'Empire ;

3° Les petits-bourgeois républicains, dont l'idéal est une république fédérative allemande, sur le modèle suisse, et qui s'intitulent aujourd'hui rouges et social-démocrates, parce qu'ils forment le souhait pieux de faire disparaître la domination du grand capital sur le petit, du grand bourgeois sur le petit. Les représentants de cette fraction comprennent les membres des Congrès et Comités démocratiques, les présidents des associations démocratiques et les directeurs des journaux démocratiques.

Toutes ces fractions s'intitulent aujourd'hui, après leur défaite, républicains ou rouges, de même qu'actuellement, en France, les petits-bourgeois républicains s'intitulent socialistes. Là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., ils peuvent atteindre leur but par des moyens constitutionnels, ils saisissent l'occasion de maintenir leurs vieilles phrases et de prouver en fait qu'ils n'ont pas changé. Il est d'ailleurs compréhensible que le changement de nom de ce parti ne change rien à leur position vis-à-vis des ouvriers, mais prouve simplement qu'ils font aujourd'hui front contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme et sont, par conséquent, obligés de s'appuyer sur le prolétariat.

Le parti démocratique petit-bourgeois en Allemagne est très fort ; il comprend non seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits marchands et les artisans, mais aussi les paysans et le prolétariat rural, aussi longtemps que ce dernier n'aura pas trouvé un appui auprès du prolétariat des villes.

Les rapports du parti ouvrier révolutionnaire avec la démocratie petite-bourgeoise devront être

les suivants : il collaborera avec elle contre la fraction qu'il se propose de renverser, mais il s'opposera à elle pour tout ce qui concerne ses intérêts particuliers.

En effet, loin de vouloir transformer toute la société dans l'intérêt du prolétariat révolutionnaire, les démocrates petits-bourgeois poursuivent une réforme de l'état social actuel leur assurant le maximum d'avantages au sein de la société actuelle. C'est pourquoi ils réclament avant tout une diminution des dépenses publiques, au moyen d'une restriction de la bureaucratie, et le transfert des principaux impôts sur les épaules des grands bourgeois et des propriétaires fonciers. Ils réclament, en outre, la suppression du joug que fait peser le grand capital sur le petit, au moyen d'institutions de crédit public et de lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux, ainsi qu'aux paysans, de recevoir des avances de l'Etat à des conditions favorables, au lieu d'être obligés de les demander aux capitalistes ; enfin, l'introduction de la propriété bourgeoise à la campagne, au moyen d'une suppression complète du régime féodal. Pour réaliser ce programme, ils ont besoin d'une Constitution démocratique, qu'elle soit constitutionnelle ou républicaine, qui leur donnerait, à eux, ainsi qu'à leurs alliés, les paysans, la majorité, et une constitution communale démocratique, qui leur accorderait le contrôle direct de la propriété communale et remettrait dans leurs mains toute une série de postes actuellement occupés par les bureaucrates.

Pour lutter contre la domination et la multiplication rapide du capital, les démocrates petits-bourgeois réclament une restriction du droit d'héritage et le transfert à l'Etat du plus grand nombre de travaux possible. Pour ce qui est des ouvriers, ils resteront, comme par devant, des salariés ; toutefois, les démocrates veulent leur accorder un meilleur salaire et leur faire une existence plus assurée, tant en les occupant à des travaux d'Etat qu'au moyen de mesures de charité ; en un mot, ils espèrent corrompre les ouvriers au moyen d'aumônes plus ou moins dissimulées et briser leur force révolutionnaire à l'aide d'une amélioration momentanée de leur situation. Le programme ci-dessus exposé n'est d'ailleurs accepté que par une toute petite fraction de la démocratie petite-bourgeoise. Plus ce parti fera de progrès, et moins nombreux seront ceux qui le défendront, et pour ceux-là mêmes, il constituera le maximum de ce qu'on pourra exiger de la Révolution. Mais ce programme ne peut en rien satisfaire le parti du prolétariat. Alors que les démocrates petits-bourgeois s'efforceront de mettre fin le plus rapidement possible à la Révolution en réalisant tout au plus le programme que nous venons d'esquisser, notre devoir et notre intérêt sont de la prolonger, au contraire, aussi longtemps que toutes les classes possédantes n'auront pas été écartées du pouvoir, que le prolétariat ne se sera pas emparé de la puissance de l'Etat et que l'association des ouvriers, non seulement dans un seul pays, mais les principaux pays de la terre, ne sera pas tellement avancée que la concurrence des prolétaires aura cessé dans ces pays et que les forces productives les plus importantes auront été concentrées aux mains du

prolétariat. Il ne peut pas s'agir pour nous d'une transformation de la propriété privée, mais de sa suppression, d'atténuation des antagonismes de classe, mais de la disparition des classes, de l'amélioration de la société actuelle, mais de la fondation d'une nouvelle société. Il ne fait aucun doute qu'au cours de la prochaine phase de la Révolution, la démocratie petite-bourgeoise exercera pendant quelque temps une influence prédominante en Allemagne. Quelle devra donc être l'attitude du prolétariat, et spécialement de la Ligue, à l'égard de la démocratie petite-bourgeoise :

1° Pendant toute la durée de la période actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont dans l'opposition ?

2° Au cours des prochaines luttes révolutionnaires qui les portera au pouvoir ?

3° Au lendemain de la lutte, pendant la période où ils exerceront le pouvoir contre les classes vaincues et contre le prolétariat ?

I. Dans la période actuelle, où les démocrates petits-bourgeois sont encore partout dans l'opposition, ils prêchent au prolétariat l'union et la réconciliation générales ; ils lui offrent la main et s'efforcent de créer avec lui un grand parti d'opposition qui englobera toutes les nuances du parti démocratique, c'est-à-dire qu'ils s'efforcent d'entraîner les ouvriers dans un parti où domineront les grandes phrases social-démocrates, derrière lesquelles se cachent leurs intérêts particuliers, et au sein duquel on écartera les revendications propres du prolétariat, pour l'amour de la paix. Une telle union ne servirait que leurs intérêts au détriment de ceux du prolétariat. Le prolétariat y perdrait sa position indépendante, si chèrement acquise, et s'abaisserait au niveau d'une fraction de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi il faut repousser avec la dernière énergie une telle union. Tout au contraire, au lieu de s'abaisser à servir de suite aux démocrates bourgeois, les ouvriers et, en particulier, la Ligue, devront travailler à créer, à côté du parti démocrate bourgeois, un parti ouvrier indépendant, à la fois public et clandestin, et à faire de toute localité un point de ralliement et un noyau d'associations ouvrières où l'on discutera, en dehors de toute influence bourgeoise, la position et les intérêts du prolétariat. A quel point les démocrates bourgeois ne veulent rien savoir d'une alliance, au sein de laquelle les ouvriers auraient les mêmes droits et les mêmes pouvoirs qu'eux, c'est ce que montrent, par exemple, les démocrates de Breslau, qui, dans leur journal, la « Nouvelle Gazette de l'Oder », se livrent à une campagne acharnée contre les ouvriers organisés indépendamment qui s'intitulent socialistes. Pour le cas d'une lutte à mener contre un adversaire commun, point n'est besoin d'une alliance formelle. Si un tel cas se présente, les intérêts momentanés des deux partis s'accorderont d'eux-mêmes, et dans l'avenir, comme dans le passé, seule cette union momentanée se produira automatiquement. Naturellement, dans les prochains conflits, comme dans les précédents, les ouvriers ne devront compter pour vaincre que sur leur courage, leur énergie et leur dévouement. Comme toujours, dans cette lutte, la petite-bourgeoisie restera aussi

longtemps que possible hésitante, indécise et inactive pour ensuite, dès que la victoire sera obtenue, vouloir l'accaparer dans son intérêt exclusif, exhorter les ouvriers à observer le calme et à reprendre le travail, empêcher de soi-disant excès et frustrer le prolétariat des fruits de la victoire. Le prolétariat n'est pas en mesure d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi, mais il peut s'opposer à ce qu'ils s'élèvent en face de lui, et leur imposer de telles conditions que la domination des démocrates bourgeois porte en elle, dès le début, le germe de sa disparition, et permette ainsi son remplacement futur par la domination du prolétariat.

Avant tout, les ouvriers doivent s'efforcer, pendant la lutte et immédiatement après, de s'opposer aussi énergiquement que possible au sabotage bourgeois et d'obliger les démocrates à tenir leurs promesses. Ils doivent employer toutes leurs forces à entretenir le plus longtemps possible la flamme révolutionnaire et à empêcher qu'elle ne s'éteigne aussitôt après la victoire. Loin de s'opposer aux soi-disant excès, à l'exercice de la vengeance populaire contre les personnalités haïes ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souverains odieux, ils doivent non seulement supporter l'exercice de cette vengeance, mais en prendre eux-mêmes en mains la direction.

Pendant cette lutte et après la lutte, les ouvriers doivent, à côté des revendications des démocrates bourgeois, formuler, à chaque occasion, leurs propres revendications. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les démocrates s'approprient à prendre le pouvoir. Ces garanties, ils doivent les imposer, si cela est nécessaire, et obliger les démocrates à faire toutes les promesses et toutes les concessions possibles, ce qui est le meilleur moyen de les compromettre. Ils doivent s'efforcer de diminuer l'ivresse de la victoire et l'enthousiasme pour le nouvel état de choses qui se produisent après chaque combat victorieux, par leur façon calme de comprendre la situation et par une attitude de méfiance ouverte vis-à-vis du nouveau gouvernement. A côté des organes de gouvernement officiel, ils doivent établir leurs propres organes ouvriers, soit sous la forme de conseils de district, soit sous la forme de clubs ou de comités ouvriers, de manière à ce que les organes du gouvernement démocrate, bourgeois, non seulement perdent tout appui chez les ouvriers, mais soient soumis au contrôle et à la surveillance d'organes s'appuyant sur les masses ouvrières. En un mot, dès le lendemain de la victoire, la méfiance des ouvriers ne doit plus être dirigée contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre son ancien allié, contre le parti qui prétend exploiter à son profit exclusif la victoire commune.

II. Mais pour pouvoir s'opposer énergiquement et d'une façon menaçante à ce parti, dont la trahison à l'égard des ouvriers se manifestera dès le lendemain de la victoire, les ouvriers devront être armés et organisés. L'armement du prolétariat tout entier, à l'aide de fusils, de carabines, de canons et de munitions, devra être entrepris immédiatement afin de s'opposer à la reconstitution de la vieille garde civique, dirigée contre les ouvriers.

Là où ce ne sera pas possible, les ouvriers devront s'organiser indépendamment en garde prolétarienne, avec des chefs et un état-major choisis par eux, sous les ordres, non plus de l'Etat, mais des conseils révolutionnaires nommés par les ouvriers. Là où les ouvriers travaillent dans des entreprises d'Etat, ils doivent s'armer et s'organiser en un corps spécial, avec des chefs élus, ou comme sections de la garde prolétarienne. Les armes et les munitions ne devront être abandonnées sous aucun prétexte ; toute tentative de désarmement devra être repoussée par la force, si cela est nécessaire. Destruction de l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, organisation armée indépendante et immédiate des ouvriers, établissement de conditions les plus compromettantes possible pour la domination inévitable de la démocratie bourgeoise, telles seront, pendant et après la prochaine insurrection, les tâches principales du prolétariat et, par conséquent, de la Ligue.

III. Dès que le nouveau gouvernement se sera, en quelque sorte, consolidé, sa lutte contre la classe ouvrière commencera immédiatement. Pour pouvoir donc résister vigoureusement aux démocrates petits-bourgeois, les ouvriers devront être organisés indépendamment dans leurs clubs et fortement centralisés. Après la chute du gouvernement actuel, le Comité central, dès que la situation le permettra, se rendra en Allemagne, y convoquera immédiatement un Congrès, où il proposera les mesures nécessaires en vue de centraliser les organisations ouvrières sous une direction siégeant au cœur du mouvement. L'organisation rapide d'une liaison, au moins provinciale, des clubs ouvriers, est l'une des tâches les plus importantes en vue du renforcement et du développement du parti ouvrier. La première conséquence du renversement du gouvernement actuel sera l'élection d'une Assemblée Nationale. Le prolétariat devra veiller :

1° A ce que des ouvriers ne soient pas écartés des élections, sous un prétexte quelconque, grâce aux chicanes des autorités locales ou commissaires du gouvernement ;

2° A ce que des candidats ouvriers soient partout opposés aux candidats des démocrates bourgeois, candidats qui devront être pris, autant que possible, parmi les membres de la Ligue, et dont l'élection devra être assurée par tous les moyens. Même là où il n'y a aucun espoir d'obtenir un succès, les ouvriers devront poser leurs propres candidats, pour sauvegarder leur indépendance, mesurer leurs forces et faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et leur point de vue de parti. Ils ne devront pas se laisser égarer par les objurgations des démocrates, leur reprochant, par exemple, de diviser le parti démocrate et de faciliter la victoire de la réaction. Toutes ces phrases n'ont d'autre but que de duper les ouvriers. Les progrès que le parti prolétarien réalisera du fait de son action indépendante sont infiniment plus importants que les inconvénients que comporte la présence de quelques réactionnaires au sein du Parlement. Si la démocratie sait agir d'une façon énergique et vigoureuse contre la réaction, l'influence de cette dernière disparaîtra aux élections.

Le premier point à propos duquel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers sera la question de la suppression de la féodalité. De même que lors de la première Révolution française, les petits-bourgeois partageront les terres féodales aux paysans, en toute propriété, c'est-à-dire qu'ils laisseront subsister le prolétariat rural et créeront une classe de paysans petits-bourgeois, qui connaîtra la même pauvreté et le même état d'endettement que le paysan français d'aujourd'hui.

Les ouvriers devront s'opposer à ce plan, dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt. Ils devront exiger que les terres confisquées restent biens d'Etat et soient transformées en colonies ouvrières, que le prolétariat agricole associé exploitera en employant les méthodes de la grande culture, ce qui aura en même temps pour résultat de donner tout de suite une base solide au principe de la propriété commune au lieu des formes de propriété bourgeoise chancelantes. Les ouvriers devront s'unir avec le prolétariat agricole comme les démocrates s'unissent avec les paysans. D'autre part, les démocrates, ou travailleront directement à l'établissement d'une République fédérative ou, s'ils ne peuvent empêcher la création d'une République une et indivisible, s'efforceront de paralyser le gouvernement central, en réclamant une plus grande autonomie pour les provinces et les communes. Les ouvriers ne devront pas se contenter d'opposer à ce plan la République allemande une et indivisible, mais travailler à réaliser une centralisation énergique de la puissance publique aux mains de l'Etat. Ils ne devront pas se laisser égarer par le bavardage démocratique sur la liberté commerciale, le self-gouvernement, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où subsistent encore tant de vestiges du moyen âge, il ne faut, sous aucun prétexte, permettre que chaque village, chaque ville, chaque province, puissent susciter de nouvelles difficultés à la Révolution, qui ne pourra triompher que si elle est fortement centralisée. Il ne faut pas permettre que l'on maintienne l'état de chaos actuel, où l'on doit se battre séparément dans chaque ville, dans chaque province, pour le même progrès. En tout cas, ce qu'il ne faut permettre, à aucun prix, c'est qu'une forme de propriété, antérieure à la forme de propriété actuelle et qui se résoud partout nécessairement en elle, la propriété communale, et tous les conflits qui en résultent entre communes riches et communes pauvres, ainsi que le droit communal, coexistant à côté du droit public, avec toutes ses chicanes contre les ouvriers, puissent être éternisés par une Constitution communale soi-disant libre. De même qu'en France, en 1793 la centralisation la plus sévère s'imposera au parti révolutionnaire.

Nous avons vu comment les démocrates parviendront au pouvoir au cours du prochain mouvement, comment ils se verront obligés de proposer un certain nombre de mesures d'un caractère plus ou moins révolutionnaire. On demandera quelles sont les mesures que les ouvriers devront y opposer ? Naturellement, au début du mouvement, les ouvriers ne peuvent pas encore proposer des mesures directement communistes. Mais ils peuvent : 1° obliger les démocrates à intervenir

le plus possible dans l'ordre social existant, à troubler sa marche régulière et à se compromettre eux-mêmes, de même qu'à concentrer dans les mains de l'Etat le plus de forces productives, de moyens de transports, de fabriques, de chemins de fer, etc., possibles ; 2° utiliser les propositions des démocrates, qui n'agiront pas dans un sens révolutionnaire, mais seulement dans un sens réformiste, pour les transformer en attaques directes contre la propriété privée. Ainsi, par exemple, si les démocrates bourgeois proposent d'acheter les chemins de fer et les fabriques, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces fabriques soient confisqués purement et simplement, et sans indemnité, par l'Etat, comme étant la propriété des réactionnaires. Si les démocrates proposent des impôts légèrement progressifs, les ouvriers devront proposer des impôts montant avec une telle rapidité que le gros capital en sera ruiné. Si les démocrates demandent la régularisation des dettes publiques, les ouvriers devront en exiger la suppression. Ainsi donc, les revendications des ouvriers devront toujours être établies d'après les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent arriver au pouvoir et réaliser leurs intérêts de classe sans passer par une longue période révolutionnaire, ils ont, cette fois, du moins, l'assurance que le premier acte de la prochaine Révolution concordera avec la victoire de leur propre classe en France, et en sera, ainsi, accélérée.

Mais ils doivent faire eux-mêmes le maximum pour leur propre victoire en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en adoptant, aussi rapidement que possible, un point de vue politique indépendant et en ne se laissant pas arrêter un seul instant par les discours hypocrites des démocrates petits-bourgeois, dans l'organisation indépendante du parti politique de la classe ouvrière. Leur mot d'ordre doit être : *La Révolution en permanence !*

Londres, mars 1850.

VIENT DE PARAITRE

Georges PLEKHANOV

Anarchisme et Socialisme

Nouvelle édition
avec une préface d'Amédée Dunois

1 vol. de 104 pages : 2 fr. 50

En vente à "L'HUMANITÉ"

Le Devoir socialiste et la Guerre

L'article suivant publié le 1^{er} novembre 1914 par N. Lénine dans le journal qu'il publiait alors en Suisse pourrait être considéré en quelque sorte comme l'acte de naissance de la Troisième Internationale.

Ce qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire du nationalisme bourgeois, du chauvinisme, sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen. Ce n'est pas pour rien que les journaux bourgeois de tous les pays nous abreuvant d'outrages ou tour à tour nous flattent avec condescendance. Rien n'est plus important, d'ailleurs, pour l'homme qui veut rester socialiste que de rechercher les causes de la crise socialiste et d'analyser les tâches de l'Internationale.

Des gens ont peur de reconnaître que la crise, ou plus exactement la faillite de la 2^e Internationale, est celle de l'opportunisme.

Ils invoquent, par exemple, l'unanimité des socialistes français, le regroupement complet, disent-ils, des anciennes fractions socialistes dans la question de la guerre. Citations inexactes.

La défense de la collaboration des classes, le renoncement aux idées de la révolution socialiste et aux méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère transitoire des nationalités et des patries, le fétichisme de la légalité bourgeoise, l'abdication du point de vue de la lutte des classes et de la lutte des classes même par crainte d'écartier de soi « les larges masses de la population » (lire : la petite bourgeoisie), — telles sont, incontestablement, les bases idéologiques de l'opportunisme. Sur cette base a grandi le chauvinisme, le patriotisme actuel de la plupart des leaders de la 2^e Internationale. En fait, la suprématie des opportunistes parmi eux était depuis longtemps observée, sur les points les plus différents, par différents observateurs. La guerre n'a fait que révéler soudainement et fortement les proportions réelles de cette suprématie. Que la profondeur extraordinaire de la crise ait provoqué divers regroupements des anciennes fractions, voilà qui n'a rien d'étonnant. D'une façon générale, ces regroupements n'ont eu trait qu'aux personnalités. Les tendances du socialisme sont restées les mêmes.

Il n'y a pas unanimité complète parmi les socialistes français. Vaillant qui, avec Guesde, Plekhanov, Hervé, fait une politique chauvine, doit convenir qu'il reçoit de nombreuses lettres de protestation des socialistes français, disant que la guerre est une guerre impérialiste, dont la bourgeoisie française n'est pas moins coupable que les autres. N'oublions pas que ces voix sont étouffées, non seulement par l'opportunisme triomphant, mais aussi par la censure militaire.

Chez les Anglais, le groupe Hyndman (social-démocrate, *British Socialist Party*) est tombé à un chauvinisme complet, de même que la plupart des chefs à moitié libéraux des trade unions. Macdonald et Keir Hardie, de l'*Independent Labour Party* opportuniste, repoussent le chauvinisme. C'est réellement l'exception. Mais certains social-démocrates révolutionnaires, depuis longtemps adversaires de Hyndman, sont sortis du B. S. P.

Chez les Allemands, le tableau est net ; les opportunistes ont vaincu. Ils jubilent. Ils sont « bien dans leur assiette ». Le centre avec Kautsky, tombé à l'opportunisme, le défend avec des sophismes particulièrement hypocrites, banals et pleins de suffisance. Parmi les social-démocrates révolutionnaires, on entend les protestations de Mehring, de Pannekoek, de Karl Liebknecht et des voix inconnues en Allemagne et en Suisse allemande.

En Italie, groupement tout aussi net : les opportunistes extrêmes, Bissolati et Cie, sont pour la « patrie », pour Guesde, Vaillant, Plekhanov, Hervé. Les révolutionnaires socialistes (Parti Socialiste) et l'*Avanti* combattent le chauvinisme et démasquent le caractère inféressé, bourgeois, des appels à la guerre. Ils ont la sympathie de l'immense majorité des ouvriers avancés.

En Russie, les opportunistes extrêmes (*liquidateurs*) ont déjà élevé la voix dans la presse et dans les réunions. P. Maslov et E. Smirnov défendent le tsarisme sous couleur de défendre la patrie : « L'Allemagne, voyez-vous, menace de « nous » imposer, « par le glaive », des traités de commerce, tandis que le tsarisme s'abstient, évidemment, d'étouffer à l'aide du glaive, du knout et de la potence, la vie économique, politique et nationale des neuf dixièmes de la population de la Russie ! Et ils justifient l'entrée des socialistes dans les ministères bourgeois réactionnaires, le vote des crédits de guerre aujourd'hui, de nouveaux armements demain. Plekhanov, qui voile son chauvinisme russe de sentiments francophiles, et Alexinsky sont tombés au nationalisme. Martov, à en juger par le *Golos* de Paris, a dans cette compagnie, l'attitude la plus convenable, repousse le chauvinisme allemand et français, s'insurge contre le *Vorwaerts*, Hyndman et Maslov, mais n'ose pas déclarer résolument la guerre à tout l'opportunisme international et à son défenseur « le plus influent » : le centre de la social-démocratie allemande. Les essais de représenter le volontariat comme la réalisation des tâches socialistes (voir la déclaration des volontaires social-démocrates et socialistes-révolutionnaires russes à Paris, et aussi des social-démocrates polonais, Leder et autres) n'ont été défendus que par Plekhanov. La majorité de la section parisienne de notre parti les a condamnés.

Pour éviter tout malentendu, nous devons, quant à l'histoire de la formation des opinions de notre parti, établir les faits suivants : Un groupe de membres surmontant les immenses difficultés du rétablissement des relations d'organisation rompues par la guerre, arrêta d'abord des thèses et, les 6/8 septembre (nouveau style), les fit circuler parmi les camarades. Puis, par l'intermédiaire des social-démocrates suédois, il les fit parvenir à deux membres de la Conférence italo-suisse de Lugano (27 septembre). Ce n'est qu'à la mi-octobre que la liaison put être rétablie et le point de vue de notre Comité central fixé.

Telle est, en raccourci, la situation dans la social-démocratie européenne et russe. La faillite de l'Internationale est évidente. La polémique de presse entre socialistes français et allemands le prouve surabondamment. Les social-démocrates de gauche (Mehring et la *Brem. Bürg. Ztg.*) et aussi les organes suisses modérés (*Volksrecht*) l'ont reconnu. Kautsky, en s'efforçant de la masquer, élude

lamentablement la question. Et cette faillite, c'est la faillite de l'opportunisme, prisonnier de la bourgeoisie.

L'attitude de la bourgeoisie est claire. Il n'est pas moins clair que les opportunistes répètent aveuglément ses arguments. Il ne nous reste qu'à signaler simplement la cruelle dérision des articles de la *Neue Zeit*, pour laquelle l'internationalisme consiste précisément, chez les ouvriers, à s'entr'égorgier au nom de la défense nationale.

La question de la patrie — répondrons-nous aux opportunistes — ne peut pas être tranchée sans l'ignorance du caractère concret, historique de la guerre actuelle. C'est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de l'époque du capitalisme le plus développé, de l'époque de la fin du capitalisme.

La classe ouvrière doit d'abord « s'organiser dans les limites des nations », dit le *Manifeste Communiste*, qui indique les conditions et les bornes de notre reconnaissance de la nationalité et de la patrie comme des formes nécessaires de la société bourgeoise et par conséquent de la patrie bourgeoise. Les opportunistes défigurent cette vérité en reportant une notion, juste à l'époque de la naissance du capitalisme, sur l'époque de la fin du capitalisme. De celle-ci, des tâches du prolétariat, dans l'action pour l'abolition non de la féodalité, mais du capitalisme, Karl Marx dit : « Les ouvriers n'ont pas de patrie ». On comprend pourquoi les opportunistes craignent de reconnaître cette vérité socialiste et même, le plus souvent, de l'examiner au grand jour. Le mouvement socialiste ne peut pas vaincre dans les anciennes limites de la patrie. Il crée des formes nouvelles, supérieures d'association humaine, qui satisfiront pour la première fois les besoins légitimes et les aspirations progressistes des masses laborieuses de toutes les nationalités dans l'unité internationale, les frontières nationales actuelles étant abolies. Aux efforts de la bourgeoisie contemporaine, en vue de diviser les ouvriers grâce à l'hypocrite appel à la défense nationale, les ouvriers conscients répondront par des efforts sans cesse recommencés en vue d'unir les travailleurs des différentes nations dans la lutte contre la bourgeoisie de toutes les nations.

La bourgeoisie trompe les masses en justifiant le brigandage impérialiste par l'ancienne idéologie de la guerre nationale. Le prolétariat dénonce cette duperie en proclamant le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Ce mot d'ordre, précisément, est indiqué par les motions de Stuttgart et de Bâle, qui prévoient non la guerre en général, mais la guerre actuelle, et parlaient non de « défense nationale », mais de « hâter le krach du capitalisme », de tirer parti, à cette fin, de la crise suscitée par la guerre, et de l'exemple de la Commune. La Commune a été une transformation de la guerre des peuples en guerre civile.

Une semblable transformation ne peut évidemment pas s'accomplir au gré des partis ; mais c'est justement une semblable transformation que déterminent les facteurs objectifs du capitalisme en général et de l'époque de la fin du capitalisme en particulier. Dans ce sens, et rien que dans ce sens, les socialistes doivent accomplir leur œuvre. Ne pas voter de crédits militaires, ne pas encourager le chauvinisme de « leur » pays (et des pays alliés), combattre tout d'abord le chauvinisme de leur bourgeoisie sans s'arrêter aux formes légales de la lutte lorsque survient la crise et lorsque la bourgeoisie abroge elle-même la légalité qu'elle a créée, voilà le programme d'action qui mène à la

guerre civile et qui y amènera à un moment ou l'autre de la conflagration internationale.

La guerre n'est pas un accident ; elle n'est pas un péché comme se l'imagine le prêtre chrétien (aussi bien propagateur du patriotisme, de l'humanitarisme et de la paix que les opportunistes) ; elle est une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix. La guerre de nos jours est celle des peuples. Il ne s'ensuit pas qu'il faille nager avec le courant « populaire » du chauvinisme, mais qu'en temps de guerre, à la guerre, conformément à la guerre, les antagonismes de classes qui déchirent le peuple continuent d'exister et se manifesteront. Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., pures sottises, rêves pauvres et craintifs d'une action désarmée contre la bourgeoisie armée, vœux d'anéantissement du capitalisme sans guerre civile désespérée ou sans suite de guerres. La propagande de la lutte des classes, dans la guerre même, c'est le devoir du socialisme. L'effort tendant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est le seul effort socialiste à l'époque de la conflagration armée des bourgeoisies de toutes les nations.

Finissons-en avec les déclamations sentimentales et religieuses sur « la paix à tout prix ! » Elevons le drapeau de la guerre civile ! L'impérialisme joue la destinée de la culture européenne. Après cette guerre, s'il ne se produit pas une série de révolutions couronnées de succès, viendront bientôt d'autres guerres. Le conte de la « dernière guerre » est un dangereux conte vide de sens, mythologie petite-bourgeoise comme s'exprime fort bien le *Golos*. Le drapeau prolétarien de la guerre civile, aujourd'hui ou demain, pendant cette guerre ou après, pendant cette guerre ou pendant la prochaine, sera le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de demi-prolétaires et de petits bourgeois bernés aujourd'hui par le chauvinisme et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter seulement, éclaireront, instruiront, éveilleront, organiseront, tremperont, prépareront à la guerre contre la bourgeoisie, dans « leur » pays et dans les pays « étrangers ».

La 2^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme ! Et vive la 3^e Internationale, débarrassée non seulement des transfuges, mais aussi de l'opportunisme !

La 2^e Internationale a rempli sa tâche, utile, préparatoire, d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue époque de paix qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide (dernier tiers du XIX^e et début du XX^e). A la 3^e Internationale d'organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire des gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme !

Nicolas LÉNINE.

PAUL FRÉLICH

**La Terreur Blanche
en Allemagne**

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.

La décomposition du Fascisme

Par dissolution du fascisme, il ne faut pas comprendre que le fascisme en Italie a déjà fini son cycle historique et que nous sommes revenus au *status quo ante*. La terreur fasciste, quoique affaiblie dans ses manifestations illégales, continue à faire sentir sa pression légale ; l'état de dictature subsiste : le droit de réunion et le droit d'existence des communistes, sont toujours foulés aux pieds et contre eux sont mobilisés toutes les forces à la disposition de l'Etat fasciste. Mais on peut carrément affirmer que les forces ennemies sont désormais entrées dans un état de désagrégation.

Mussolini lui-même ne croit plus au règne de 30 ans qu'il avait annoncé en prenant le pouvoir. Huit mois sont à peine écoulés et les ravages qui se sont produits dans les rangs fascistes sont tels que certains parlementaires — certes trop optimistes — prévoient la chute de Mussolini dans le courant de l'année !

Quelqu'un, jugeant par la forme, a voulu mettre sur le même plan historique fascisme et bolchevisme. Le fascisme, comme le communisme, ne devait-il pas renouveler la société ? Les nouvelles « hiérarchies » fascistes et la collaboration de classe devaient placer la société sur de nouvelles bases. Mais peut-on dire que le fascisme soit une nouvelle classe arrivée au pouvoir, reposant sur des bases économiques nouvelles ? Pour tout le monde, aujourd'hui, le fascisme n'a été que l'instrument de l'union des deux castes capitalistes italiennes (les agrariens et les industriels) qui se sont coalisées pour arrêter la marche ascendante du prolétariat et pour établir leur dictature. L'armée de mercenaires dont ils se sont servis pour arriver à ce but, a été commandée par le plus grand aventurier des temps modernes : Mussolini.

Cet homme, qui a monté toute la gamme des trahisons, a cru qu'en établissant la dictature de sa bande, il se maintiendrait éternellement au pouvoir. Il avait peut-être compté sans la corruption qui n'a pas tardé à affaiblir et à ébranler ses positions. Plus avides encore que lui de butin et d'honneurs, cette nouvelle armée de Huns restée unie dans le combat se désagrège après la victoire. L'idéal national n'a été que le voile qui a couvert toutes leurs saletés et tous leurs crimes. Pouvait-il en être autrement alors que les grands manitous de Mussolini : les Michele Bianchi, les Rossoni, les Rocco, les Rossi sont tous des politiciens véreux chassés du mouvement prolétarien pour indignité morale et politique. Ces escrocs publiquement dénoncés, ces ex-socialistes, ces ex-syndicalistes, ces ex-anarchistes qui se sont fait investir du titre de « commandeur » et revêtir des plus hautes charges de la vie publique italienne forment cette « hiérarchie » qui devait conduire l'Italie dans la voie de la rédemption ! La bourgeoisie qui sait se servir de tout instrument pour arriver à ses fins n'a pas tardé à comprendre le danger où cette oligarchie de mercenaires, d'aventuriers et d'ex-anarchistes la plaçait.

Et les libéraux et les constitutionnels qui, pendant deux ans, ont applaudi à l'œuvre de destruction et aux crimes du fascisme, aujourd'hui que le spectre de la révolte prolétarienne semble disparu, voudraient bien se débarrasser de ces intrus, de ces hommes compromettants au passé « révolutionnaire », et qui occupent toutes les places qui formaient le patrimoine de la vieille bourgeoisie italienne. Aussi est-ce avec plaisir qu'ils ont vu naître les premières discordes, les premières polémiques entre les chefs du fascisme. Timidement d'abord, ouvertement ensuite, la grande presse a publié les incidents quotidiens de cette lutte interne, commencée localement et qui s'étend aujourd'hui à travers le pays comme une épidémie. En province, la jalousie entre les chefs régionaux a mis aux prises les factions de leurs partisans. Puis, la lutte s'est engagée entre l'organisation politique à la tête de laquelle se trouvent les secrétaires du parti et l'organisation militaire commandée par les consuls, etc. et qui devrait être sous les ordres de la première, mais qui ne veut pas s'y soumettre.

Du Piémont, où le mouvement de désagrégation a surgi, après l'affreux carnage de décembre dernier où plusieurs dizaines d'ouvriers furent assassinés par les mercenaires fascistes, il s'est étendu rapidement vers le sud. Le chef du fascisme piémontais est un détraqué du nom de Cesar-Marie De Vecchi, que d'Amunzio a qualifié de « nullité bruyante ».

Déjà comme ministre des pensions, ce sanguinaire officier des troupes d'assaut avait soulevé l'indignation générale des anciens combattants en prétendant que les mutilés n'avaient pas droit à la pension. C'est ce même homme qui, lors des assassinats de travailleurs du mois de décembre, donna l'ordre de continuer le massacre contre les instructions venues de Rome : c'est lui qui, tout dernièrement encore, disait dans un discours à Turin, qui fit sensation, « qu'une demi-heure de siège et une minute de feu suffisaient pour mettre en Italie les choses à leur place ». C'est cet homme, que Mussolini a nommé généralissime de la milice fasciste !

La clameur des incidents de Turin n'était pas en ore étouffé que naissent les incidents d'Alexandrie (Piémont) entre les deux fractions du fascisme local. L'un des chefs, pharmacien socialiste et franc-maçon, Torre, avait reçu comme prix de sa trahison, la charge de Commissaire général des chemins de fer ; l'autre, Sala, un dentiste devient politicien de profession et maire d'Alexandrie, aspirait à supplanter son concurrent Torre. D'où polémiques, accusations réciproques de vouloir se refaire une virginité politique aux dépens du fascisme, et, enfin, coups de main et fusillades. Le pharmacien, commissaire des chemins de fer, apportant pour la bataille ses partisans, « cheminsots », l'autre, le dentiste, mobilisant les apaches pour faire face à l'attaque. Pour éviter un nouveau scandale public, Mussolini a fait appeler les deux rivaux à Rome, et, après les avoir semon-

cés, il les a obligés à se reconcilier. Mais à peine rentrés chez eux ils ont recommencé de plus belle.

L'Italie tout entière semble un corps de pourriture fasciste où, de temps en temps, tantôt en un endroit, tantôt en un autre, un abcès perce. Le « chef » Mussolini a beau faire appel au sentiment patriotique et à l'idéal fasciste ; ses lieutenants ne l'écoutent guère et lui démontrent que l'idéal fasciste n'est qu'une chasse au butin. Après le Piémont, c'est en Ombrie, qu'a éclaté le scandale. Cette province est devenue une vice-royauté sur laquelle, d'après un député fasciste lui-même « un jeune homme de 24 ans, astucieux et malin comme un politicien retors, règne incontesté ». Ce vice-roi fasciste s'appelle Bastianini et remplit si bien son rôle qu'on dirait qu'il a fait cela toute sa vie. Les préfets ont appris à se mettre à ses genoux, car c'est lui qui distribue les places et les honneurs. Unissant l'utile à l'agréable, il s'est fait « demander en mariage » par une jeune fille des plus riches de la contrée. Il ordonne ensuite que, comme « cadeau » de noce, la population lui « offre » une automobile et il fait mettre en circulation des listes de souscription qui doivent être « librement » signées. Pendant que la fortune de ce petit comptable montait si rapidement, les deux prétendants à la vice-royauté, les initiateurs de la réaction et de la terreur en Ombrie, se voyaient exclus du parti pour avoir trop ouvertement et maladroitement montré leur avidité matérielle.

Tous ces scandales — que Mussolini au début supprimait, par ordre, dans la presse, mais qu'aujourd'hui il n'arrive plus à voiler — sont généralement suivis d'une épidémie de défis et de duels, à tel point, que le chef de la milice, l'ex-général De Bono, imitant le précédent de Richelieu, a défendu aux fascistes de se battre entre eux. Pour subjuguier les fascistes les plus ardents, on a traduit en pratique la menace de leur appliquer le code militaire et Pighetti, le concurrent évincé à la vice-royauté de Ombrie, se trouve de ce fait aux arrêts. L'amour fraternel entre ces compagnons de fortune est si grand que certains d'entre eux, comme Farinacci à Crémone, demandent que les indisciplinés soient passés par les armes !

A travers les journaux locaux (chacun de ces chefs est propriétaire-fondateur d'une de ces feuilles de chou), ils s'insultent et s'invectivent, et quand ils ne se livrent pas au chantage contre quelque malheureux pris comme point de mire, ils déversent toute leur bile sur leurs compagnons d'armes d'hier. Ils s'apostrophent tendrement de : « Canailles ! Vendus ! Arrivistes ! Ex-anarchistes ! » Les derniers venus, les « fascistes d'octobre », comme les anciens les appellent, sont les plus ardents. Ils se sont jetés dans l'eau trouble parce qu'ils ont compris qu'il y avait à y pêcher, et Mussolini qui se défie de la trop grande popularité de ses lieutenants d'hier, devenus vice-rois aujourd'hui, cherche à briser leur tentative de domination en les remplaçant, chaque fois que l'occasion se présente, par les nouveaux venus. On l'a vu à Rome où Calza Bini, qui a été l'importateur du fascisme, s'est vu détrôner par un petit avocat véreux présenté par Mussolini, un certain Vaselli. Car le Chef a profité de la lutte très vive pour la suprématie entre Calza Bini et Iglioni, les deux condottieri du fascisme à Rome, pour s'en débarrasser. A la suite de cette décision, il y a eu occupation du palais Méridionale, siège des fascistes, par les partisans des anciens commandants, suivie d'arrestations et d'expulsions. C'est un vrai chaos !

Cette tactique de Mussolini — qui ne veut que

des deuxièmes violons possédant peu de virtuosité et encore moins de popularité — a été, en dernier lieu, appliquée à Naples, où Padovani, un démagogue de la pire espèce, très populaire parmi les Napolitains, était le vice-roi de l'Italie méridionale. Son remplaçant, un certain Greco, est un politicien véreux, capable de toutes les bassesses pour se conserver les faveurs de son nouveau maître.

Les antagonismes d'abord voilés, puis atténués, sont devenus plus fréquents ; les scandales ont de jour en jour augmenté d'intensité, au point qu'aujourd'hui, on peut dire que la crise, dans le fascisme, est en permanence. Les épurations qui y sont faites ne changent en rien les choses, car ce sont tous les membres qu'il faudrait expulser pour purifier ce milieu empesté de corruption.

Le dictateur s'est enfin rendu compte que ses sous-ordres ne pourront, en rien, l'aider à gouverner, trop affairés, dans leur vice-royauté, à faire leurs petites affaires. Cette situation confirme que la mission du fascisme était ce que les communistes ont toujours affirmé, celle d'abattre le mouvement prolétarien pour le compte de la bourgeoisie. Le fascisme n'avait aucun programme économique et politique et ne peut en dresser un. C'est pourquoi, sa tâche accomplie, il commence à se désagréger. Les rappels qu'on lance constamment à la discipline, sont inutiles et Mussolini qui a vu clairement combien était vain l'effort, dans un moment de sincérité dit à ses lieutenants : « Vous devez tout à moi, mais puisque vous ne vous en montrez pas reconnaissants, je saurai bien gouverner sans vous. »

Un changement très visible se produit en ce moment dans la tactique de Mussolini. On sent qu'il cherche de nouvelles bases sur lesquelles il puisse poser plus sûrement sa dictature. Les nominations nombreuses de généraux aux préfetures, et aux hauts postes de police et ses pourparlers avec les groupes parlementaires constitutionnels en font foi. Cet homme dont la vie a été une suite de trahisons envers les partis auxquels il a adhéré et les hommes qui l'ont servi, se prépare-t-il à lâcher le fascisme pour établir une dictature purement militaire ? S'il essaie, il verra que l'Italie est le pays où la dictature des généraux n'a jamais fait long feu, et s'il entre dans la voie des gouvernements parlementaires, son renversement sera encore plus rapide.

Edmondo PELUSO.

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

DEVIATIONS

(Sur le Rapport moral du Comité Fédéral de la Seine)

Le rapport moral du Comité fédéral de la Seine parle de l'obligation, pour tous les membres du Parti, d'adhérer à toute une série d'organisations : coopératives, locataires, A. R. A. C. Il envisage, en outre, la création de commissions d'éducation et de commissions de documentation.

Il semble que le Comité fédéral attache, à peu de chose près, autant d'importance aux coopératives, à l'organisation des locataires et à l'A. R. A. C., qu'aux syndicats.

C'est tomber dans une grave erreur que de mettre sur le même plan toutes ces organisations. Il y a une grande différence entre elles au point de vue de leur portée révolutionnaire, et le Parti doit concentrer ses forces — trop restreintes, hélas ! — au travail syndical. L'adhésion aux autres organisations doit rester facultative pour les communistes.

Élevons-nous à la hauteur des principes, afin de mieux saisir les traits caractéristiques des diverses organisations en question.

Les méthodes du passé

Une tradition qui nous vient d'avant la guerre et de la 2^e Internationale, préconise la propagande générale publique dans le but d'amener à nous la majorité du peuple, le petit paysan comme le petit rentier, le locataire exploité par le propriétaire, comme le petit artisan, etc.

Les partis de la 2^e Internationale étaient — on le sait — des partis essentiellement électoraux, visant à la prise du pouvoir politique par la conquête électorale et lente de sièges au Parlement. Ces partis n'envisageaient que des moyens purement pacifiques et légaux, la propagande par la réunion publique, etc., s'adressant non seulement au prolétariat industriel et agricole, mais aussi à la petite bourgeoisie.

Les partis de la 2^e Internationale étaient le rendez-vous de tous les mécontents, sans se demander à quelle classe ils appartenaient, sans se demander si cette masse, hétérogène, était capable d'une lutte persévérante, dure, illégale, clandestine, dangereuse, ou même mortelle ; il suffisait que leurs adhérents fussent de bonnes « machines à voter », rien de plus.

Nous savons aujourd'hui combien cette théorie de la conquête du pouvoir politique par la démocratie, cette théorie de la révolution pacifique, était fautive, comment elle fut brutalement mise « *ab absurdo* » par la réalité historique qui balaya d'un seul coup presque toutes les sections nationales de la 2^e Internationale, incapables d'une lutte contre la guerre.

Ce social-pacifisme a été l'expression d'une période historique particulière, celle qui s'étend de la Commune de Paris à la guerre mondiale, période qui fut pacifique — pour l'Europe centrale et occidentale — et durant laquelle l'antagonisme de classe était beaucoup moins accentué qu'il ne l'est devenu depuis la guerre.

Les expériences internationales

Il a fallu les deux Révolutions russes et la décomposition de la société capitaliste, poussant le prolétariat dans la misère noire, pour qu'une élite

du prolétariat occidental comprit la nécessité impérieuse de nouvelles méthodes de lutte. La Révolution russe nous en a montré les traits principaux.

C'est que l'essentiel, pour le Parti de la Révolution prolétarienne, n'est pas de se consacrer à la recherche d'électeurs, de consommateurs pour les coopératives, de locataires ; c'est, au contraire, de concentrer toutes ses forces sur la formation d'organismes de lutte. Nous avons vu, par l'exemple de la Russie, nous le voyons actuellement par celui de l'Italie et de l'Allemagne, que la lutte émancipatrice du prolétariat passe inévitablement par l'enfer de la guerre civile. Les exploits des Camelots du Roy, les préparatifs des unions civiques en France nous confirment assez brutalement les expériences des autres pays pour que nous en comprenions la leçon.

Il faut rappeler à chaque instant à nos ouvriers les épreuves douloureuses qu'ont subies, sur le chemin de la Révolution, leurs frères des pays plus avancés. Il y a malheureusement un grand danger à ce que notre prolétariat ne s'imprègne pas autant qu'il faudrait des expériences internationales. Il faudrait qu'il connaît à fond ces luttes terribles. Les organes du Parti doivent incessamment les faire revivre et montrer les enseignements utiles : à savoir que le problème de la lutte du prolétariat devient de plus en plus distinctement une question de force et de violence et que nous devons nous garder de disperser nos moyens et notre temps dans la création et le développement d'organismes réformistes et pacifistes qui, au fond, ne réforment rien de sérieux et ne nous font pas avancer d'une aune sur le chemin de la Paix.

Ce qu'il nous faut, c'est tout d'abord organiser les industriels sur la base de l'usine, du syndicat, et c'est, autant que possible, préparer la défense armée des masses contre le fascisme assassin.

Les syndicats

Je dis que nous devons concentrer nos forces sur l'activité dans les syndicats. Ils sont, en effet, à la base de toute action efficace du prolétariat. L'entreprise (mine, usine, atelier, chantier) et la masse des ouvriers qui y sont occupés forment une unité économique bien déterminée ; les grands moyens de production exigent la coordination et la coopération de tous les efforts ; les ouvriers sont disciplinés par le processus même du travail. En tant que travailleur, le prolétaire est indispensable à la société ; il dispose d'une force décisive, par laquelle il s'impose à la bourgeoisie. C'est dans l'usine que l'ouvrier a constamment sous les yeux l'antagonisme de classe qui le sépare du patron ; c'est là qu'il voit que lui, aeshérité, qui ne dispose que de ses deux mains, dépend du capitaliste, détenteur de tous les moyens de production et des bases mêmes de la vie sociale ; il comprend qu'il dépendra du patron aussi longtemps que les gros monopolistes ne seront pas expropriés au profit de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est là surtout qu'il sent sa force, indispensable à la marche de la production.

Les conseils d'usine de la Révolution russe for-

mèrent la base de toute l'action prolétarienne. Ils étaient l'appui des soviets dans leur lutte politique. C'est eux qui prirent en main le contrôle de la production et devinrent ainsi la base de la révolution économique.

En ce moment encore, nous voyons les communistes d'Allemagne faire de grands efforts pour conquérir les syndicats, pour les entraîner dans des luttes décisives ; et c'est sur la base de l'usine que se constituent les centurions prolétariennes armées.

C'est donc dans l'entreprise et dans le syndicat, et nulle part ailleurs, que nous pourrions former les organisations de lutte qu'exigent impérieusement la préparation et la réalisation de la révolution.

C'est dans l'entreprise et dans le syndicat que le Parti a son champ d'activité prédestiné. C'est là qu'il peut conquérir la confiance des masses ouvrières, en les encourageant à la lutte organisée contre le patronat et en les soutenant. Il faut nous appliquer à démontrer les meilleures méthodes de lutte économique, à consolider l'organisation syndicale, à centraliser les forces déjà organisées.

Le syndicalisme a tout à fait raison quand il répond aux pacifistes, aux organisations de locataires, aux social-démocrates parlementaires, etc., qu'il se suffit à lui-même. Il n'a, en effet, rien à attendre d'eux pour la révolution. Ce qu'il lui faut uniquement, c'est une organisation distincte qui groupe les ouvriers éclairés par les expériences des révolutions en cours ; il a besoin d'un programme et de méthodes qui tiennent compte des circonstances nouvelles de la période d'après-guerre ; il lui faut l'aide intellectuelle de la 3^e Internationale.

C'est le grand progrès du syndicalisme français vis-à-vis de la social-démocratie que de marquer le rôle éminent qui incombe au syndicat : nous n'allons tout de même pas rétrograder en deça du syndicalisme, en nous occupant d'organisations, dont la valeur reste très douteuse.

Les coopératives

Étant donnée la situation internationale tendue, la marche des événements en Allemagne, l'impérialisme et la réaction, la misère croissante en France, étant donnée, en un mot, la situation révolutionnaire générale, nous devons constamment nous dire que la période décisive de la lutte du prolétariat approche rapidement.

Or, toutes les organisations dans lesquelles nous devrions obligatoirement travailler si la proposition du Comité fédéral était adoptée — coopératives, locataires, A.R.A.C. — sont d'une utilité des plus restreintes vis-à-vis des problèmes angoissants qui nous attendent.

Malgré leur développement constant, les coopératives ne sauraient mettre en danger la grande propriété capitaliste. En face des grands monopoles capitalistes, les coopératives comptent bien peu. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à comparer les chiffres d'achats et de ventes des coopératives de France avec les chiffres d'affaires de n'importe quel grand trust. Les coopératives peuvent s'attaquer au petit commerçant et faire baisser quelque peu les prix de détail, mais elles n'ont pas d'influence sur les prix de gros, les seuls qui comptent.

Il faut garder la distance et ne pas perdre de vue l'importance relative des coopératives ; ce serait commettre une grave erreur que de dépen-

ser dans leur sein une part exagérée de nos forces, au détriment des syndicats.

Il est vrai que le 3^e et le 4^e Congrès mondial de l'I.C. ont marqué le rôle que pourront jouer les coopératives au moment de la prise du pouvoir par le prolétariat, en facilitant l'approvisionnement et l'échange.

Mais dans le parti français qui, jusqu'ici, a fait si peu pour le développement du mouvement syndical, ce facteur primordial du mouvement émancipateur, c'est sur ce dernier mouvement qu'il nous faut concentrer toute notre activité.

Les locataires

Quant aux organisations de locataires, il nous semble bien inutile d'y faire de la propagande.

Il est tout d'abord impossible d'organiser un nombre quelque peu important de locataires. Ils ne forment pas une catégorie économique comme le prolétariat industriel. Au fond, tout le monde est locataire ; le propriétaire du gros magasin comme le petit boutiquier, le grand restaurateur des boulevards comme le petit marchand de vin du faubourg, le gros rentier du premier comme le pauvre diable du sixième. Et même dans les immeubles des quartiers ouvriers, les prolétaires sont mêlés à un tas de petits bourgeois. Les conditions sociales de la vie de tous ces gens sont tellement différentes, ils ont si peu d'unité, si peu d'homogénéité, qu'ils ont fatalement des mentalités bien différentes. Ils sont tout à fait inaptes à une lutte commune, persévérante et dangereuse pour un grand but.

D'autre part, les locataires ne disposent d'aucun moyen vraiment efficace pour lutter contre les propriétaires et l'Etat. Ils peuvent tout au plus faire quelque démonstration dans la rue, à condition encore que l'Etat ne leur oppose pas sa police et ses gardes prolétariennes.

Si les organisations de locataires sont incapables de contraindre l'Etat à exercer une pression sur les propriétaires fonciers, elles sont plus impuissantes encore à participer efficacement au renversement de cet Etat, protecteur non seulement des propriétaires fonciers, mais de tous les autres exploités de la classe ouvrière.

L.A.R.A.C.

Quelle peut bien être l'utilité de l'A.R.A.C. ?

Il ne faut pas s'imaginer qu'une fois que les communistes se mettent à la tête d'une organisation pacifiste ou petite-bourgeoise quelconque, ils arrivent à la transformer en un instrument de lutte de classe redoutable pour la bourgeoisie. Ces organisations suivent leur loi inhérente, celle qui leur est tracée par leur constitution même. L'A.R.A.C. en est un exemple. Elle a pour but la lutte contre la guerre. Mais comment va-t-elle s'opposer aux forces impérialistes qui vont déclencher la prochaine guerre ? Que va-t-elle opposer à l'Etat ? Elle va protester par la parole ; un point, c'est tout. Elle ne peut avoir à sa disposition pour « lutter » contre la guerre que le pamphlet et le discours. En tant qu'A.R.A.C., elle n'est pas capable d'arrêter la production et le transport des munitions et des engins de guerre, pas plus qu'elle ne peut arrêter l'ensemble de la production sur laquelle s'appuient l'Etat et les classes possédantes. C'est encore et toujours dans la sphère de la production, dans l'usine, dans le syndicat, que nous trouverons les seules forces capables d'accomplir cette besogne révolutionnaire. Je ne dis pas qu'il est indifférent de protester contre la guerre ; mais c'est trop peu ; l'essentiel

est d'entraver la production, sur laquelle la guerre est basée, et d'opposer à l'Etat les grandes masses ouvrières sans le concours industriel ou militaire desquelles la guerre serait impossible.

Il y a tout à parier que les communistes eux-mêmes n'arriveront pas à faire de l'A.R.A.C. une arme redoutable contre la bourgeoisie. Nous ne devrions plus nous arrêter à cette vieille conception antimilitariste et pacifiste qui veut combattre, par des pamphlets et des paroles, l'appareil formidable de l'Etat impérialiste. Sur le terrain antimilitariste comme sur tous les autres, parti et syndicats suffisent au prolétariat.

Conclusions

Il faut le répéter obstinément :

Toutes les expériences des révolutions récentes, en Russie et en Allemagne, aussi bien que la croissance du fascisme international, démontrent que le prolétariat a surtout besoin d'organisations de lutte. Et ce ne sont certainement pas les organisations de locataires, où les ouvriers se mêlent aux petits bourgeois et obscurcissent leur conscience de classe, qui mèneront la lutte contre les fascistes et l'Etat.

Les cadres combattifs qui joueront le rôle décisif dans les luttes prochaines ne peuvent être créés que sur la base de l'entreprise, sur la base du syndicat ; il nous faut des organisations spécifiquement ouvrières, fortement liées les unes aux autres, et fortement centralisées.

Le travail des communistes dans les syndicats est d'autant plus nécessaire que nous sommes aux

prises avec des tendances syndicales léguées par le passé, tendance réformiste et anarcho-syndicaliste qui s'opposent aux nouvelles méthodes de lutte syndicale.

Ce qui importerait bien plus que le travail dans des organisations semi-prolétariennes et carrément petites-bourgeoises, c'est l'éducation syndicale des membres du Parti. Il faut leur apprendre l'histoire du mouvement syndical, leur faire connaître les expériences des autres pays, les habituer à un travail quotidien dans les usines, les préparer à jouer le rôle d'hommes de confiance, les charger d'organiser des réunions publiques, auxquelles on invite par des tracts ou autres moyens les ouvriers d'une entreprise en vue de constituer un groupe syndical.

Mais alors, si nous avons tant de travail urgent à accomplir dans les usines, dans les ateliers, sur les chantiers, pourquoi perdons-nous un temps précieux et rare dans des organisations qui ne sont point spécifiquement prolétariennes ?

Le Comité fédéral de la Seine a certainement de bonnes intentions quand il veut nous faire une obligation d'y travailler. Mais cette obligation est trop artificielle pour qu'elle soit exécutée. Nos militants ne peuvent être partout, leurs forces et leurs moyens sont restreints.

Qu'on limite donc le champ d'activité des camarades, qu'on déclare rigoureusement obligatoire le travail dans le Parti et dans le syndicat, mais qu'on laisse à chacun entière liberté de travailler ou non dans les organisations à côté.

H. BOREL.

Au Conseil National du Parti Communiste allemand

Le conseil national du Parti Communiste allemand s'est réuni à un moment décisif, tant pour le mouvement ouvrier allemand que pour le mouvement révolutionnaire international. Voici un résumé des résolutions que le conseil national a adoptées :

1. — La situation internationale

La reconstruction capitaliste entreprise par la bourgeoisie internationale, sous la pression de la peur de la révolution prolétarienne, a fait fiasco.

En Angleterre, la réaction capitaliste victorieuse cherche à acheter les masses par de fausses promesses. Mais la réaction a été contrainte de lever le masque et elle prépare maintenant une nouvelle intervention contre la Russie des Soviets, qui n'est pas autre chose qu'une préparation d'une nouvelle guerre mondiale.

En France, l'espoir de Versailles s'épanouit. Les élections auront lieu au début de 1924. Le « Bloc national » doit pouvoir prouver aux électeurs paysans et petits bourgeois qu'il a su « faire payer l'Allemagne » comme il l'avait promis, sinon il est mort, parce qu'il se présentera devant les masses avec un programme financier désastreux.

Le Comité des Forges, c'est-à-dire la grosse industrie française, cherche, par tous les moyens, à créer un trust franco-allemand où il aurait l'hégémonie, — trust dont le but serait de créer une base économique à l'impérialisme français qui rendrait son industrie de guerre indépendante des autres pays capitalistes et qui pourrait s'assurer de cette façon l'hégémonie en Europe.

Que la création de ce trust franco-allemand conduise à la formation d'un Etat tampon en Rhénanie-Westphalie, à la création d'un corridor français vers la Tchécoslovaquie et au détachement du Reich d'une partie de l'Allemagne du Sud, ou que les résultats de l'entente franco-allemande prennent une toute autre forme, pour les masses laborieuses d'Allemagne, ce trust signifie la mise en esclavage de tous les travailleurs allemands.

La réaction capitaliste anglaise tend la main aux bandits fascistes italiens. Lord Curzon, le représentant du pays du libéralisme victorieux, tient des discours en l'honneur des égorgés fascistes. Toute l'Europe est sous le signe du fascisme, cette garde petite-bourgeoise du gros capital qui opprime le prolétariat.

A cette situation, la résolution oppose les progrès faits par la Russie des Soviets dans la voie de la reconstruction, malgré la sécheresse de 1921. L'appareil d'Etat est devenu plus fort. S'il ne survient aucun malheur, cette année, la récolte sera belle et la Russie des Soviets pourra apporter du pain russe sur le marché mondial, ce qui signifie, pour les masses d'Europe, une diminution du prix du pain. La bourgeoisie mondiale, qui voit cette situation, nourrit de nouvelles pensées d'intervention et veut arrêter cette reconstruction économique pour permettre au capital de continuer son exploitation.

Dans ce monde plein d'antagonisme, l'Allemagne ne joue plus aucun rôle. La bourgeoisie allemande, qui a payé par la défaite ses plans d'hégémonie mondiale, n'a pas pu, depuis la fin de la guerre, mobiliser de nouvelles forces qui pourraient sauver l'Allemagne.

Elle ne put également pas se décider à satisfaire les vainqueurs pour obtenir la paix. Elle fut suffisamment forte pour abattre le prolétariat ; mais, sur les cadavres des prolétaires, elle ne peut pas organiser la résistance du peuple contre l'Entente. Elle crie à la résistance nationale, elle excite les passions nationales dans le seul but d'abaisser le prix auquel elle veut se vendre à l'Entente. Elle ne veut pas payer et elle ne peut pas résister. Elle a « rempli » les conditions du traité de Versailles dans la mesure où elle a pu le faire, aux dépens du prolétariat. Mais, maintenant, il est difficile d'exploiter et pressurer davantage encore la classe ouvrière.

La bourgeoisie allemande ne veut pas et n'est pas capable de défendre l'Allemagne et d'entrer en lutte contre l'impérialisme de l'Entente. Lorsque les communistes, au lieu de laisser le charbon entre les mains de Poincaré, exigèrent sa répartition à la population de la Ruhr par l'intermédiaire des communes, le digne Stinnes demanda qui paierait le charbon aux barons des mines. Individuellement ou en groupes, les bourgeois allemands brisèrent le front de défense et demandèrent le secours des autorités françaises d'occupation. Exemple : la mine Concordia conclut des accords avec les Français et annonça le lock-out des ouvriers qui résisteraient. D'autres mines ont également obligé les ouvriers à extraire du charbon pour le livrer aux Français. La bureaucratie de la Fédération des mineurs sabotait les décisions des ouvriers et, par ce fait, rendit de grands services aux industriels. Ce furent les impérialistes français qui en tirèrent profit. L'étranglement de la grève des mineurs de la Sarre, qui dura 15 jours, par les chefs réformistes et chrétiens, est un coup porté à toute la classe ouvrière.

La résistance de la bourgeoisie s'effrite. En plusieurs endroits, comme à Trèves et à Mayence, le boycott des trains français n'existe plus. La trahison rapporte ! Les fabriques d'aniline de Ludwigshafen, dont les propriétaires ont vendu les secrets aux Français pour quelques francs-or, ont rapporté un dividende de 300 %.

La bourgeoisie allemande considère la politique de résistance comme une affaire, remplit ses poches, et veut faire, de la capitulation devant l'impérialisme français, un nouveau marché.

Jusqu'ici, la bourgeoisie allemande a essayé d'exploiter, à son profit, les antagonismes entre les Alliés. La note anglaise a mis fin à cette politique.

La bourgeoisie allemande conduit la résistance contre l'occupation de la Ruhr en puisant dans les poches des masses laborieuses. Elle jette chaque jour des centaines de milliards sur le marché et ébranle le système financier. De cette manière, elle abaisse le salaire des ouvriers au niveau de celui du coolie chinois. Elle procède systématiquement à la dévaluation du mark dans le

but de ne rendre que des chiffons de papier à l'Etat qui lui a prêté des milliards aux dépens des contribuables.

La bourgeoisie allemande voit maintenant que les impérialistes français se sont bien entassés dans la Ruhr et elle ne voit pas d'autres moyens à employer que la soumission. Elle continue à crier à la résistance nationale pour cacher la capitulation de l'Allemagne. Le programme de Stinnes, la remise au capital privé des entreprises de l'Etat et des communes, la prolongation de la journée de travail, la diminution des salaires — c'est maintenant le programme gouvernemental de la bourgeoisie allemande.

L'industrie boude, avec Stinnes à sa tête, lutte contre la saisie des valeurs — au danger même de livrer définitivement la Ruhr à l'impérialisme français. Le gouvernement Cuno, que les social-démocrates présentèrent aux ouvriers comme un gouvernement anti-Stinnes, est le prisonnier de Stinnes. Si le gouvernement Cuno se permettait de faire une offre qui légaliserait les intérêts des capitalistes allemands, ces derniers répondraient par une révolte nationale organisée par les fascistes. A la honte d'avoir trahi la classe ouvrière, la social-démocratie ajoute maintenant la honte de livrer le prolétariat allemand à la bourgeoisie française et anglaise.

C'est la raison pour laquelle nous voyons les chefs social-démocrates à la tête de la réaction capitaliste, qui emploie toutes ses forces à persécuter les communistes et les ouvriers révolutionnaires.

Au Landtag prussien, le président social-démocrate Leinert expose la fraction communiste du Landtag. Le ministre prussien, le social-démocrate Severing, interdit les centurions ouvrières, qui peuvent être considérées comme le seul organe réalisant le front unique pour la lutte contre le fascisme. En Saxe, les chefs social-démocrates de droite combattent le gouvernement des social-démocrates de gauche, parce que ces derniers, sous la pression des masses ouvrières, se sont alliés aux communistes contre le fascisme au lieu de s'allier aux bourgeois contre les communistes. En Bavière, ils tolèrent la proclamation de l'état de siège dans le but d'abattre le communisme au profit des associations fascistes séparatistes qui, d'accord avec les impérialistes français, veulent détacher le Sud de l'Allemagne du Reich et fonder, sous la protection de l'impérialisme français, une Fédération du Danube ayant à sa tête un membre de la famille des Wittelsbach. La social-démocratie est actuellement prête à accomplir les actes les plus bas et elle repousse le front unique avec les communistes pour former un gouvernement ouvrier, pour saisir les valeurs, pour armer les ouvriers et conclure une alliance avec la Russie des Soviets.

P. FRANKLIN.

(Suite au prochain numéro.)

La production capitaliste et ses entraves (1)

Nous avons poursuivi, l'autre jour, la marche régulière de la production capitaliste, avec sa transformation incessante de capital-monnaie en capital-marchandise et du capital-marchandise en capital-monnaie. Le capital circule sans discontinuer : se transformant en moyens de production, matières premières et force de travail, il engendre des quantités énormes de marchandises, qui doivent se retransformer en capital-monnaie, pour que la production puisse reprendre. Mais cette circulation, sans laquelle la production ne peut s'accomplir, n'est jamais complètement assurée. Le cercle crève, la transformation du capital commence à stagner, la crise éclate.

On sait que la production capitaliste n'est pas dirigée selon un plan soigneusement élaboré sur la base des besoins de la société. Chaque entrepreneur et chaque trust produisent pour leur compte, et autant qu'ils croient pouvoir vendre avec un certain profit. Les consommateurs aussi sont incapables d'indiquer combien il faut pro-

duire, car ils ne connaissent pas non plus le besoin total de la société. Il n'y a aucune force qui règle consciemment la production et la consommation sociales. Tout est abandonné à la libre disposition des particuliers ou de groupements particuliers. Aussi arrive-t-il souvent que le marché est inondé d'une même marchandise, tandis qu'une autre marchandise manque presque complètement. Ce n'est qu'après la production, sur le marché où s'agglomèrent tous les produits, qu'on aperçoit si une marchandise a été fabriquée en trop grande ou en trop petite quantité.

La surabondance d'un produit sur le marché provoque une crise : le capitaliste, incapable de vendre ses marchandises, de les retransformer en capital-monnaie et de réaliser en argent comptant la plus-value qu'elles contiennent, se trouve de-

(1) Cet article fait suite à : Rosa Luxemburg continue de Marx (Bull. Comm. du 24 mai) et à : La reproduction capitaliste (Bull. Comm. du 7 juin).

vant l'impossibilité de recommencer la production. La circulation du capital est interrompue, les ouvriers ne trouvent plus d'emploi, l'entrepreneur se voit hors d'état de rembourser les sommes qu'il s'est fait avancer par les banques ou qu'il doit à d'autres capitalistes pour l'achat de moyens de production, de matières premières et de force de travail, et sa faillite entraîne celle de bon nombre d'autres exploités. La crise s'étend et devient souvent générale.

En attendant, les stocks s'écoulent successivement, la bourgeoisie conquiert de nouveaux débouchés, et la crise se liquide peu à peu. La production reprend, le capital afflue en d'autres branches où la demande est plus grande, et le même jeu se répète : surproduction, crise, chômage.

Cependant, si destructrices qu'elles soient, les crises sont nécessaires. Ce n'est que par elles que les capitalistes apprennent combien ils doivent produire, dans quelle branche il y a une surabondance et dans laquelle il y a pénurie de marchandises. Grâce à la façon anarchique de sa production, le capitalisme ne produit jamais la quantité correspondant exactement au besoin. Mais si l'on envisage une période plus longue, on s'apercevra facilement qu'en moyenne la production a satisfait tous les besoins de la consommation. Les crises servent, en régime capitaliste, de *régulateur* et de *correctif de la production*. Oscillant de crise en crise, le capitalisme trouve le juste milieu.

Si, dans une chaudière, la tension de la vapeur dépasse une certaine limite, une soupape de sûreté s'ouvre automatiquement sous la pression excessive, et la vapeur s'échappe jusqu'à ce que la tension normale se rétablisse. Les crises sont les soupapes de sûreté de la production capitaliste. Chaque fois que la tension entre le besoin et la quantité des produits devient trop grande, la crise rétablit l'équilibre, assurant ainsi, après une courte interruption, la continuation de la production.

Cependant, plus le capitalisme se développe, plus il entre dans sa dernière phase, celle de l'impérialisme, plus les crises deviennent profondes et plus elles changent de caractère. Les dernières grandes crises capitalistes que nous avons connues n'ont pu remplir leur fonction de correctifs de la production capitaliste. *De régulateurs de la production, elles en sont devenues les plus puissants obstacles.*

Déjà, en 1847, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, longtemps avant la publication du *Capital*, Marx et Engels ont pressenti à quoi aboutiraient les crises. Le passage suivant, extrait du premier chapitre du *Manifeste*, nous montre cet acheminement inflexible à l'étape impérialiste du capitalisme :

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'une part, par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir.

Plus les débouchés diminuent, plus les colonies se répartissent entre les grandes puissances impérialistes, et plus les crises risquent de se transformer en guerres ouvertes. La conquête de nouveaux marchés par un Etat capitaliste était plus ou moins « pacifique », aussi longtemps qu'aucune autre puissance capitaliste n'y aspirait, en prétendant y avoir plus de droit. Les territoires coloniaux répartis, la conquête de nouveaux marchés ne pouvait plus s'effectuer qu'aux dépens d'un autre Etat impérialiste. De là, les crises politiques internationales, dont la gravité dépasse d'

beaucoup celle des crises économiques. La crise économique, ou mieux encore la crainte d'une crise économique, conduit à la guerre impérialiste.

La bourgeoisie se trouve de plus en plus inextricablement enfermée dans ce dilemme :

« *Crise économique ou guerre impérialiste* ».

La crise économique, c'est la stagnation de la production, l'impossibilité de réaliser des bénéfices et d'accumuler, la fermentation des grandes masses affamées jetées sur le pavé. Pour échapper à ses menaces, il faut conquérir de nouveaux débouchés, même au risque de déclencher une guerre.

Mais la guerre, quelque profitable qu'elle soit pour une partie de la bourgeoisie, menace les intérêts d'autres groupes capitalistes ; en tout cas, il en résulte une désaccumulation formidable.

Et, dans les deux cas, le spectre de la révolution prolétarienne se dresse devant les classes dirigeantes comme le *Mené*, *Thécel*, *Pharès* qui apparut au roi babylonien.

Pour résoudre les crises, le capitalisme pousse à la guerre, et il sort de la guerre dans un état de crise encore plus profond et plus aigu, qu'il se décide à surmonter, sans doute, par une nouvelle « dernière guerre ».

Afin de remettre en marche la production désorganisée par la crise, la bourgeoisie déclenche la guerre. Mais la guerre désorganise la production encore davantage. De la crise comme de la guerre, la production capitaliste sort plus malade qu'elle n'y était entrée et qu'elle n'était sortie de la précédente. Plus le capitalisme s'efforce de s'assainir, et plus il se décompose. D'un élément de progrès, il est devenu un obstacle au développement des forces productrices. Si nous lui permettons de continuer sa marche, il nous ensevelira tous sous ses débris.

Lucien REVO.

Dans mon article sur *Rosa Luxembourg continuatrice de Marx* (*Bulletin* du 24 mai), le camarade qui a revu et mis au point mon français parfois défectueux, me fait dire (p. 258, col. 1, alinéa 4) : « Tandis que Marx n'avait examiné le problème que d'une façon abstraite, théorique, Rosa Luxembourg, ayant sous les yeux les derniers développements du capitalisme, étudie celui-ci comme un fait historique, comme une réalité concrète. » Il faut rétablir cette phrase ainsi : « Tandis que Marx avait examiné le problème d'une façon abstraite, R. L., ayant sous les yeux les derniers développements du capitalisme, l'étudie tel qu'il se présente dans le cadre de l'économie mondiale. »

P. 257, col. 1, au bas, il faut supprimer les mots de détail dans la phrase : « Marx dut laisser à ses successeurs le soin de résoudre certains problèmes de détail qu'il n'avait fait que poser. » — L. R.

G. ZINOVIEV

N. LÉNINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.